

## DEVANT LA PERSISTANCE DES TENSIONS SOCIALES

# La Ligue algérienne des droits de l'homme alerte l'opinion publique

*Devant la dégradation de l'état de santé des enseignants contractuels, en grève de la faim depuis 25 jours, et le risque de liquidation du complexe industriel Tonic Emballage, la Ligue algérienne des droits de l'homme (LADDH) a décidé de lancer un appel en direction de la société civile, à travers son président, M<sup>e</sup> Hocine Zehouane.*

**Lyès Menacer – Alger (Le Soir)** – Le président de la LADDH, M<sup>e</sup> Hocine Zehouane, a animé hier une conférence de presse au siège de son organisation pour «alerter» l'opinion publique sur la grave situation des enseignants contractuels, en grève de la faim depuis 25 jours et qui sont en danger de mort.

Le conférencier a estimé que cette grève n'a pas lieu d'être car il s'agit de droits acquis que le ministère de l'Education nationale devra satisfaire sans le moindre problème. Il se réfère à la législation algérienne relative au travail et à l'emploi pour argumenter ses dires.

«Le recours à la grève de la faim n'est pas le meilleur moyen pour arracher ses droits», a-t-il dit, appelant les enseignants grévistes et le ministère de tutelle à s'asseoir autour de la table des négociations afin de trouver une solution à ce problème qui risque de provoquer l'irréparable. Il rappelle, à cet effet, son inquiétude quant

à la dégradation de l'état de santé des grévistes dont les revendications sont considérées comme légitimes. «Si par aberration, on campe sur des positions de blocage jusqu'à poit fatal, cela marquera d'une tache indélébile les rapports sociaux au sein de l'éducation. Il faut faire cesser cette grève avant d'arriver à une situation de non-retour», a-t-il averti. Selon lui, la Ligue des droits de l'homme est prête à apporter sa contribution pour un règlement définitif de cette crise, loin de tout esprit de surenchère, avant d'aborder le sujet des harraga. M<sup>e</sup> Zehouane s'est dit, au nom de son organisation, scandalisée par l'attitude répressive des pouvoirs publics. «La promulgation d'un texte de loi incriminant les jeunes harraga est un acte scandaleux, révoltant.

Au lieu de condamner ces jeunes qui cherchent à se construire un meilleur avenir, l'Etat doit s'attaquer aux réseaux de trafiquants et criminels qui profitent de leur détresse pour

M<sup>e</sup> Zehouane préconise le dialogue

ramasser de l'argent», a-t-il estimé, dénonçant, aussi, «le laxisme des pouvoirs publics» pour endiguer ce phénomène et agir en faveur de la jeunesse algérienne.

Le président de la LADDH a appelé à la remise en cause dudit texte de loi condamnant l'immigration clandestine et à la libération de tous les jeunes emprisonnés pour la même raison et dont le nombre est estimé à 850. La Ligue des droits de l'homme demande aussi le rapatriement des dépouilles des victimes et l'aide des jeunes se trouvant dans des centres de détention

provisoire à l'étranger. «Il s'agit d'un problème qui touche jusqu'à la dignité nationale», a indiqué M<sup>e</sup> Zehouane. Evoquant la crise du complexe industriel de recyclage du papier, le géant Tonic Emballage, l'orateur a

qualifié cette affaire de «dérive judiciaire aberrante». Selon lui, ce dossier ne relève pas des prérogatives d'un juge pénal.

«Le traitement de la question de paiement des créances est du ressort d'un juge commercial»,

a-t-il expliqué. Et de souligner le flou entourant le conflit opposant la direction de Tonic à la BADR qui réclame le remboursement d'une dette de 87 milliards de dinars.

M<sup>e</sup> Zehouane a alerté sur une quelconque procédure pouvant conduire à la liquidation de ce complexe qui emploie plus de 3 500 personnes.

La fermeture de Tonic Emballage provoquera un scandale financier de la taille de celui de Khalifa qui a porté un sérieux coup à l'économie nationale, selon l'orateur. «Cette affaire a dépassé les prérogatives du ministère de la Justice vu les dérives enregistrées ces derniers temps. C'est au président de la République d'intervenir pour trouver une solution aux 3 500 emplois menacés et pour sauvegarder ce joyau de l'industrie nationale», a-t-il conclu.

L. M.

## M<sup>e</sup> ZEHOUE À PROPOS DE BOUCHACHI :

### «Cet homme est un agent d'Aït Ahmed»

Interrogé sur le conflit l'ayant opposé à M<sup>e</sup> Bouchachi au sujet de la présidence de la LADDH, M<sup>e</sup> Hocine Zehouane a qualifié son rival d'homme fabriqué par un parti politique, le FFS a-t-il dit, pour s'emparer de la Ligue algérienne des droits de l'homme. Bouchachi est un agent d'Aït Ahmed, un suppléant du FFS qui, en organisant un pseudo-congrès de la LADDH dans une cave, avait pensé qu'il allait faire de notre ligue une organisation satellitaire du ce parti. M<sup>e</sup> Zehouane a réaffirmé que c'est lui le président légitime de la LADDH.

L. M.

## RÉALISATION DE L'AUTOROUTE EST-OUEST

# Le taux d'avancement est de 65 %, selon Amar Ghoul

*Le ministre des Travaux publics, Amar Ghoul, a déclaré hier, lors d'une visite de travail et d'inspection d'un tronçon de l'autoroute Est-Ouest, que le taux de réalisation de cette infrastructure routière a atteint 65 %. C'est le tronçon Hammadi-Larbaâche qui a été visité hier par le ministre des Travaux public.*

**Fatma-Zohra B. - Alger (Le Soir)** - Cette partie de l'autoroute, qui s'étend sur 15 km, est réalisée par l'entreprise chinoise CITIC-CRCC qui est arrivée au stade de bitumage, donc pratiquement en phase finale de réalisation.

S'adressant sur le site aux responsables de l'entreprise chargée du projet, Amar Ghoul a donné instruction pour un accroissement de la cadence de travail.

Le ministre, satisfait du taux d'avancement des travaux, a ordonné que l'opération de bitumage soit finalisée avant l'arrivée des pluies, précisant que ce tronçon doit être livré avant la fin de l'année, tout comme les ouvrages d'art qui se trouvent sur cette partie de

l'autoroute Est-Ouest. Amar Ghoul a aussi insisté sur l'aspect qualité des ouvrages et du tronçon routier. Il donnera des instructions pour que les opérations de contrôle de qualité soient effectuées de façon ininterrompue, de jour comme de nuit. «L'échangeur est important, puisqu'il relie l'autoroute à la RN 5. Il doit donc être livré dans les délais et sa réalisation contrôlée régulièrement», a déclaré Amar Ghoul. Il a, en outre, félicité les responsables de l'entreprise réalisatrice pour l'utilisation d'un engin qui permet d'assurer le bitumage de la route sur toute sa largeur, soit trente mètres (deux voies) en même temps. Cette technique permet, en effet, d'assurer une finalisation



Un contrôle rigoureux sera effectué sur la qualité des ouvrages

rapide de l'opération de bitumage. Dix-sept autres kilomètres de l'autoroute Est-Ouest vers Lakhdaria sont aussi prévus dans le programme en cours. Pour le taux

d'avancement des travaux du tronçon visité hier par le ministre, il est estimé à 85 % pour les dix ouvrages d'art prévus et à 80 % pour le lot route.

F.-Z. B.

## SYNDICAT NATIONAL DES JOURNALISTES

«SNJ»

### COMMUNIQUÉ

Comme de tradition, le Syndicat national des journalistes organise cet été des séjours touristiques en Tunisie au profit des journalistes et de l'ensemble des travailleurs des médias.

En collaboration avec l'agence touristique Nécib Tour, le choix s'est porté sur l'hôtel Solymar situé près de Hammam Lif, à 30 km de Tunis.

Pour un forfait de 29 000 DA par personne, les estivants bénéficieront d'un séjour d'une semaine en pension complète dans cet hôtel de catégorie trois (03) étoiles ainsi que du transport aller-retour par bus. Les enfants de moins de douze (12) ans bénéficient d'une réduction de 50 %, soit 14 500 DA.

En option, le partenaire du Syndicat, Nécib Tour, offre 3 excursions durant le séjour pour seulement 2 000 DA.

Le Syndicat national des journalistes envisage d'organiser un départ le 15 août 2008 et invite tous ceux et celles qui sont intéressés à confirmer leur inscription au niveau du Centre d'Alger, de la Fédération internationale des journalistes, sis à la Maison de la presse Tahar-Djaout, ou en appelant au numéro suivant : (0554) 83 91 33.

**P/le Syndicat National des Journalistes, le secrétaire général : Kamel Amarni**